

L'Europe : l'heure de vérité

La crise grecque et maintenant les menaces pesant sur le Portugal, l'Espagne, l'Italie, aucun pays ne pouvant d'ailleurs se croire à l'abri, illustre les impasses de l'Union européenne (UE). Elle s'est construite sur la concurrence entre les Etats, sur le moins disant fiscal et social avec des règles visant à exclure le plus possible l'intervention politique de la sphère économique. Ainsi l'UE s'est dotée de règles strictes en matière de dette et de déficit public, les fameux critères de Maastricht, et il est interdit à la Banque centrale européenne (BCE) de financer les Etats.

Ces règles étaient censées permettre la convergence des économies des différents pays et faire de l'UE une zone de stabilité monétaire. Elles ont abouti à leur contraire. Les trajectoires économiques des pays ont totalement divergé, l'Allemagne par exemple menant une politique d'austérité contre sa population pour gagner des parts de marché sur ses voisins européens. Loin d'être une zone de stabilité, l'UE est aujourd'hui livrée à une spéculation financée, de fait, par la BCE : les banques se refinancent auprès d'elle à un taux de 1% pour prêter aux Etats à des taux qui sont allés jusqu'à 10 % dans le cas de la Grèce.

L'Europe est donc aujourd'hui à la croisée des chemins. Soit la purge imposée au peuple grec inaugure ce que vont être les orientations de tous les gouvernements et la crise s'approfondira avec une récession généralisée. Il en résultera un accroissement des déficits publics ce qui fera redoubler d'intensité la spéculation financière. Le risque d'effondrement de l'euro et l'éclatement de l'UE sera alors d'actualité avec des conséquences chaotiques imprévisibles.

Soit les peuples imposent une réorientation radicale de la construction européenne. D'une part, cela signifierait de s'attaquer à la finance de marché : il faudrait cesser de recourir aux marchés financiers pour financer les déficits publics et la BCE devrait pouvoir prêter aux Etats, ce qui est aujourd'hui interdit par les traités européens ; il faudrait instaurer une taxation des transactions financières pour casser la spéculation. D'autre part, cela signifierait engager une convergence vers le haut les politiques économiques et sociales, ce qui suppose notamment la mise en place d'un budget européen conséquent pour permettre des transferts financiers.

Pierre Khalifa, porte-parole de l'Union syndicale Solidaires, membre du Conseil scientifique d' Attac